



Front des luttes - septembre 2014 -



Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes mettant en cause son pouvoir et celui de son État. Notre adhésion à **l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**, qui nous apporte l'aide et l'expérience de partis frères étrangers très avancés dans cette voie, va nous appeler à de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Mouvement Communiste International et permettre de coordonner les luttes du prolétariat contre l'Union Européenne et l'impérialisme.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1700 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011, 2012 et 2013, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1700 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement.

Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.

Employés Hôtellerie (hôtel Park Hyatt Paris-Vendôme).

Le 23 septembre, après trois jours de grève, les femmes de chambre, gouvernantes, équipiers et valets, salariés de la sous-traitance de l'hôtel Park Hyatt Paris-Vendôme ont obtenu de fortes hausses de salaires, alignés sur ceux des palaces.

"... nous avons obtenu de 380 à 420 euros par mois en comptant les primes. On demandait l'alignement sur les salaires des palaces : pour les femmes de chambre, valets et équipiers 1.870 euros brut et pour les gouvernantes 2.200 euros brut", a affirmé un responsable de la CGT des hôtels de prestige et économiques (HPE). L'année dernière, ils avaient obtenu, après 4 jours de grève, une prime de fin d'année équivalente à un treizième mois et la suppression de la clause de mobilité (voir Front de luttes de septembre 2013). " Du balayeur à la gouvernante générale, tout le monde a été augmenté du salaire de base de 300 euros et, avec les primes, on est entre 380 et 420 euros d'augmentation par mois", pour cet accord qui concerne 80 salariés. Les équipiers sont les salariés qui s'occupent de la manutention, pour un travail très pénible dont a été obtenu l'alignement quasiment sur les salaires des femmes de chambre. Ces salariés ont entamé vendredi une grève illimitée avec ceux du Hyatt Paris Madeleine, boulevard Malesherbes (8e arrondissement) pour obtenir leur intégration, de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire.

C'est le 26 septembre que les salariés de la sous-traitance de l'hôtel Hyatt Paris-Madeleine ont obtenu à leur tour, après huit jours de grève, l'alignement de leurs salaires sur ceux des palaces, soit au moins 500 euros de plus par mois. "Puisque Hyatt refuse idéologiquement de les intégrer au groupe, ils demandaient au moins d'être rémunérés au même niveau que les salariés des autres cinq étoiles parisiens", a précisé un syndicaliste CGT.

Ces salariés ont obtenu une augmentation de leur taux horaire de 2 euros (en deux fois), l'instauration d'une prime de fin d'année équivalente à un 13e mois sur deux ans (50% en novembre 2014, 100% en novembre 2015), la participation de l'employeur à la

mutuelle santé à 60%, une diminution de la cadence et enfin la suppression de la clause mobilité. Parallèlement, un accord a aussi été signé pour les salariés intégrés du Hyatt Paris-Madeleine avec la mise en place d'une prime de fin d'année équivalente à un treizième mois, qui n'existait pas jusqu'à présent.

L'URCF rappelle que du point de vue ouvrier, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires : l'individualisation de la rémunération est un piège pour les travailleurs, car elle aboutit à la mise en concurrence entre salariés et paralyse les luttes menées contre l'exploitation patronale. L'URCF avance le mot d'ordre de classe d'intégration de toutes les primes dans le salaire. "Le film « *On a grèvé* » de Denis Gheerbrant, qui est le récit de la lutte de femmes de chambres qui se sont battues pour leurs droits, a été le déclencheur pour les femmes de chambre. Elles ont vu concrètement qu'on pouvait gagner", a affirmé un responsable CGT.

Les travailleurs de l'hôtel Park ne se sont pas contentés d'être "stupéfaits du culot" de leur patron, comme s'est exclamé Thierry Lepaon sur le Medef après ses propositions sur le Smic et la durée du travail. Les travailleuses de l'hôtel Park n'ont pas non plus appelé le préfet du département à "ramener le patronat à la raison", comme l'a fait Thierry Lepaon en s'adressant au Premier Ministre Manuel Valls ! Les salariés se sont rassemblés et ont décidé de préparer et de bloquer leur entreprise par la grève, voilà la voix gagnante que refusent de prendre les centrales réformistes, y compris la CGT. La grève générale et les actions bloquantes, ça se discute, ça se prépare, ça s'organise, ça se décide ; c'est la seule voix qui peut faire reculer le Capital et son gouvernement, les empêcher de nous faire payer la crise du capitalisme.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Air France.

Du 15 au 28 septembre, les pilotes d'Air France ont fait grève à l'appel du SNPL, du SPAF et du syndicat ALTER, contre les conditions d'implantation de la filiale à bas coûts Transavia qui se traduirait par la précarisation des conditions de travail et l'intensification de l'exploitation. La grève était massivement suivie (environ 70% des pilotes ont cessé le travail) et de nombreux vols étaient annulés, provoquant la panique de la direction d'Air France, l'ire du gouvernement, de la presse bourgeoise et des syndicats jaunes. Ainsi, Laurent Berger qualifiait la grève des pilotes de « corporatiste » et d'« indécente », affirmant que la CFDT ne la soutenait pas.

De son côté, la CGT avait adopté une position centriste, ne s'engageant pas dans la grève, mais reconnaissant la justesse des revendications. L'absence d'unité de lutte et de volonté d'élargissement du mouvement a certainement permis l'arrêt prématuré de la grève sous la pression de Valls qui, face à la direction du SNPL, qui n'avait pas une opposition de principe à l'existence de filiales à bas coûts et au fait que même des pilotes sous statut AIR France puissent y travailler, était en position de force. Néanmoins, la direction a renoncé à son plan de développement de Transavia Europe, tout en maintenant Transavia France.

La déréglementation du transport aérien est une réalité depuis une vingtaine d'années. Elle résulte de la politique de démantèlement du service public, de privatisation et d'ouverture à la concurrence, menée par les gouvernement du PS et de droite, avec la complicité des bureaucraties syndicales qui freinent les luttes et empêchent leur élargissement, et du PCF dont le Ministre Gaysot a continué le processus initié par la droite (privatisation d'ADP, développement de la filialisation, de la précarité...).

Usine Goodyear d'Amiens-Nord (pneumatiques)

A Amiens, plusieurs centaines d'anciens salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord ont bloqué partiellement l'entrée de la zone industrielle où se situe l'ancienne usine, fermée en janvier. Une délégation a rencontré la préfète de région au sujet des projets de « revalorisation des bassins d'emplois ». Ils demandent aussi une prolongation du congé de

reclassement, sachant que seuls 5% des licenciés ont retrouvé une situation. La délégation CGT de l'usine avait réussi, pendant 7 ans, à empêcher les plans de fermeture de la direction, par la mobilisation des travailleurs et l'utilisation de l'arme juridique. Les militants de l'URCF les avaient soutenus, en avançant le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation sous contrôle ouvrier de Goodyear. Il semble cependant que l'influence des leaders de la CGT PSA Aulnay et de l'équipe d'Edouard Martin d'ArcelorMittal, qui ont joué à fond la carte des reclassements et des primes de licenciements, ajoutée à l'influence des politiciens du Front de Gauche, ont eu raison de la résistance des travailleurs. Ceux-ci continuent donc la bataille juridique, avec quelques résultats, comme l'invalidation des licenciements des salariés protégés, de même que les Conti ont vu la Cour d'appel d'Amiens déclarer nul le PSE de Continental à Clairoux.

Bien entendu, cela ne peut suffire à rétablir les emplois et à faire redémarrer les usines. Il faut pour cela créer au niveau du pays un autre rapport de forces, sur la base des revendications et des besoins des travailleurs, mettant en cause la propriété privée du Capital et imposant la dictature de ceux qui produisent les richesses contre leurs exploités et leurs représentants au niveau de l'Etat. La bourgeoisie ne peut céder quoi que ce soit que si elle sent poindre la révolution qui lui fera tout perdre.

Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation, avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois**. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : travailleurs de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, salariés de la minoterie Moulins Maurel à Marseille (Nutrigo), intermittents du spectacle, postiers, contrôleurs SNCF ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste** !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

09 octobre 2014

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF